

Une géographe en pays

Pour approcher au plus près la réalité de la plus forte minorité indienne du Chili, Irène Hirt a choisi de privilégier des méthodes d'enquête informelles. Récit

«Je veux croire qu'en matière de sciences sociales, la curiosité scientifique peut aller de pair avec des idéaux, qu'il y a moyen de contribuer, ne serait-ce que de façon minime, à une cause que l'on considère comme juste.»

Sensible depuis toujours aux problèmes de marginalisation sociale et politique, Irène Hirt a aujourd'hui trouvé le moyen de concilier ses convictions et son travail académique. Assistante en géographie humaine à Genève, la jeune chercheuse vient de se lancer dans une thèse consacrée aux Indiens mapuches du Chili sous la direction du Professeur Bernard Debarbieux. Un travail au long cours dont elle vient de poser les bases durant un séjour de deux mois sur le terrain.

Le Chili, pour Irène Hirt, est une vieille connaissance. En 1996, elle y passe six mois dans le but d'apprendre l'espagnol, travaillant pour le compte d'une ONG. Quelques années plus tard, licence de géographie en poche, c'est vers le même pays qu'elle se tourne pour un travail de DEA (Diplôme d'études approfondies).



Irène Hirt: «Les Chiliens soient très ouverts à l'altérité quand elle est européenne ou nord-américaine, mais beaucoup moins lorsqu'il s'agit des minorités qui peuplent leur propre pays.»

«Les gens de la terre»

«Globalement, je suis sortie frustrée de mon travail de licence qui est resté essentiellement théorique. Le DEA m'a ensuite permis de me familiariser avec une réalité extrêmement complexe et de démystifier certains aspects de la question», estime-t-elle. Pour franchir un pas supplémentaire, la jeune chercheuse vient de se lancer dans une thèse portant sur l'analyse des connaissances et des représentations que les Mapuches (littéralement «les gens de la terre») développent sur les territoires auxquels ils s'identifient. Concrètement, il s'agit de cerner la manière dont les Mapuches tentent aujourd'hui de se réappropriier leur his-

toire et leur culture, tout en luttant pour leurs droits de propriété et la gestion de leurs ressources naturelles.

Première étape: un séjour de deux mois effectué cet été grâce au soutien financier de la Société académique de Genève. «J'ai dû payer de ma poche pour combler les trous, précise Irène Hirt. Même si, grâce aux contacts noués préalablement sur place, je logeais le plus souvent chez l'habitant, la vie reste assez chère au Chili et les frais augmentent rapidement dès que l'on commence à se déplacer.» Et les kilomètres se sont rapidement multipliés. Pour pouvoir postuler à une bourse de jeune chercheuse du Fonds

national suisse de la recherche scientifique et financer ainsi sans trop de pertes un prochain séjour d'une année, la géographe devait impérativement pouvoir rattacher son travail à une université locale. De Santiago à Temuco en passant par Valdivia, elle s'est donc adressée un peu partout avant de porter son choix sur une collaboration avec le professeur Roberto Morales Urrea, de l'Universidad Austral de Chile. Anthropologue spécialisé sur la territorialité mapuche, celui-ci a dirigé pendant plusieurs années une équipe de recherche sur la problématique de ce mouvement ainsi que plusieurs pro-

mapuche



grammes au sein de l'Instituto de Estudios Indigenas de Temuco.

«Se faire accepter»

Avec son soutien, Irène Hirt devrait pouvoir s'insérer pendant quelques mois dans un projet initié par un ensemble de communautés rurales mapuches visant à reconstituer l'histoire et l'étendue de leur territoire ancestral, notamment en répertoriant leurs sites sacrés et en recueillant les récits des anciens de la communauté. «Il était pour moi essentiel de pouvoir réaliser une recherche qui puisse être utile aux personnes avec lesquelles je travaille, explique la

jeune femme. *Par conviction, mais aussi parce que cela me semble être la façon la plus efficace d'avancer dans ce genre de situation. Et ce, même si cela complique un peu les choses, notamment pour ce qui est de maintenir une certaine distance avec son sujet.*» Ce risque, Irène Hirt a choisi de l'affronter de plain-pied, n'ayant guère d'autres moyens pour vaincre les réticences de ses différents interlocuteurs. «Lors de mon premier séjour sur place, j'avais été frappée par ce paradoxe qui veut que les Chiliens soient très ouverts à l'altérité quand elle est européenne ou nord-américaine, mais beaucoup moins lorsqu'il s'agit des minorités qui

peuplent leur pays», commente Irène Hirt. En conflit avec des propriétaires fonciers, des entreprises forestières ou l'Etat chilien qui a initié de grands projets de développement sur leurs territoires, certains secteurs de la société mapuche font l'objet d'une répression pouvant parfois prendre des formes assez subtiles. Les témoignages sont ainsi légion de manœuvres visant à empêcher une trop forte mobilisation ou à compromettre le lancement de campagnes internationales visant à sensibiliser l'opinion. Sans parler des nombreux prisonniers politiques, dont l'arrestation est souvent justifiée par une loi antiterroriste édictée sous le régime de Pinochet. De fait, il est donc difficile de pénétrer la communauté mapuche de l'extérieur. Pour pouvoir mener des recherches, il faut d'abord se faire accepter. Les entretiens classiques – avec magnétophone et bloc-notes – ne sont ici guère susceptibles d'apporter des résultats transcendants. C'est donc un chemin moins conventionnel qu'Irène Hirt a choisi d'emprunter: «Les enseignements les plus intéressants ressortent dans des rencontres informelles, déclare-t-elle. Lors de moments de détente et de convivialité. En agissant ainsi, le chercheur prend un risque sur le plan de l'objectivité scientifique, mais celui-ci est inévitable dans un travail de nature ethnologique. Et puis, entre ce que l'on vit au quotidien et ce que l'on écrit ensuite, lorsqu'on se retrouve seule derrière son bureau, il y a une distance qui se crée de façon presque naturelle.» ■

Vincent Monnet

Société académique de Genève, Bibliothèque publique et universitaire, Les Bastions, case postale 234, CH 1211 Genève 4. Pour tous renseignements: Caroline Baltzinger, Tél. +41 22 364 79 49, Fax +41 22 364 00 71, Email: sacad@unige.ch

Une longue marche vers la reconnaissance

«Hay Mapuche para todo», aiment à répéter les Mapuches pour rendre compte de la diversité de leur société. Plus forte minorité autochtone du Chili avec 600 000 individus, soit 4 % de la population du pays, les Mapuches ne sont homogènes ni sur le plan géographique ni sur le plan politique. Un héritage historique et culturel commun assure leur cohésion et le sentiment d'appartenance à un même peuple. Menacés par les Espagnols depuis le XVI^e siècle, les Mapuches ont en effet longtemps réussi à freiner l'avancée des Conquistadores. Pendant trois siècles, ils sont parvenus à maintenir leur indépendance sur un territoire s'étendant du fleuve Bio Bio au fleuve Toltén. En 1884, ils sont défaits par l'armée chilienne. Leurs terres sont redistribuées à des colons et l'immense majorité des Mapuches est regroupée à l'intérieur de réserves indiennes, s'enfonçant progressivement dans un processus de paupérisation. Désormais dispersés sur l'ensemble du territoire chilien, les Mapuches sont nombreux à avoir émigré

en dehors du territoire historique et notamment vers les villes, où ils se fondent dans une population extrêmement métisée. Hors des centres urbains, ils vivent le plus souvent par familles ou regroupement de familles à l'intérieur de communautés indépendantes les unes des autres, mais qui se rassemblent pour des fêtes religieuses ou la défense de leurs intérêts communs. Ils revendiquent aujourd'hui un statut d'autonomie régionale et la reconnaissance officielle de leurs spécificités culturelles. **V.M.**